



Mairie de Marseille
DGA VILLE DE DEMAIN
DIRECTION GENERALE ADJOINTE VILLE DE DEMAIN
Direction des Etudes et Projets de Construction

Règlement de consultation commun aux 4 lots

**Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)
pour la réalisation de diagnostics patrimoniaux de
bâtiments classés, inscrits ou remarquables de la
ville de Marseille - 4 lots**

Numéro de la consultation : [24_3713](#)

Procédure de passation : [Appel d'offres ouvert](#)

Sommaire

Article 1 - GENERALITES.....	4
1.1 Objet et description de la consultation.....	4
1.2 Nature.....	4
1.3 Pouvoir adjudicateur.....	4
1.4 Procédure.....	4
Article 2 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 Décomposition en lots, tranches et postes.....	4
2.1.1 Décomposition en lots.....	4
2.2 Accord-cadre à bons de commande.....	5
2.3 Durée.....	5
2.4 Délais d'exécution commun à tous les lots.....	5
2.5 Options.....	6
2.6 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.....	6
2.7 Groupements d'opérateurs économiques.....	6
2.8 Conditions relatives au marché.....	6
2.8.1 Cautionnement et garanties exigées.....	6
2.8.2 Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
Article 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	7
Article 4 - ELEMENTS EXIGES DU CANDIDAT.....	8
4.1 Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures.....	8
4.2 Eléments exigés au titre de l'offre.....	10
4.2.1 Présentation des offres.....	10
4.2.2 Présentation de variantes.....	11
4.3 Visites sur site.....	11
personnes à contacter pour les visites :.....	11
Christine ALEMAN : caleman@marseille.fr.....	11
Article 5 - REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS.....	11
5.1 Remise électronique.....	11
5.2 Copie de sauvegarde.....	11
5.3 Echantillons, maquettes, prototypes ou modèles réduits.....	12
5.4 Date et heure limites de remise des plis.....	12
5.5 Délai de validité des offres.....	12
Article 6 - EXAMEN DES PLIS.....	12

6.1 Examen des candidatures.....	13
6.2 Jugement des offres.....	14
Article 7 - PIECES A REMETTRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) RETENU(S).....	16
Article 8 - MODALITES RELATIVES AUX COMMUNICATIONS ET AUX ECHANGES D'INFORMATION.....	17
8.1 Règles liées aux échanges électroniques.....	17
8.2 Demandes de renseignements en cours de consultation.....	17
Article 9 - PROCÉDURES DE RECOURS.....	17
9.1 Instances chargées des procédures de recours.....	17
9.2 Services auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.....	18

Article 1 - GENERALITES

1.1 Objet et description de la consultation

La présente consultation a pour objet : Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour la réalisation de diagnostics patrimoniaux de bâtiments classés, inscrits ou remarquables de la ville de Marseille

1.2 Nature

Passation d'un marché de : Services

1.3 Pouvoir adjudicateur

Acheteur public :

Ville de Marseille

Hôtel de Ville

Quai du Port

13233 Marseille Cedex 20

Profil acheteur : marchespublics.mairie-marseille.fr

Adresse Internet : www.marseille.fr

1.4 Procédure

La procédure de passation est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT - selon les articles suivants : articles R2124-2, R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

Article 2 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Décomposition en lots, tranches et postes

2.1.1 Décomposition en lots

L'ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	Objets isolés (monuments dans l'espace public, fontaines, etc...)
2	Edifices de caractère, bâtiments inférieurs à 1 001 m2 (chapelles, presbytères, etc....)
3	Edifices d'ampleur, bâtiments supérieurs à 1 000 m2 et inférieurs à 2 501 m2
4	Edifices d'exception, bâtiments supérieurs à 2 500 m2

2.2 Accord-cadre à bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Le volume suivant des prestations est donné **pour toute la durée du marché soit 4 ans** :

N°	Intitulés des lots	Montant minimum en € HT	Montant maximum en € HT
1	Objets isolés (monuments dans l'espace public, fontaines, etc...)	8 000,00	60 000,00
2	Edifices de caractère, bâtiments inférieurs à 1 001 m2 (chapelles, presbytères, etc....)	35 000,00	550 000,00
3	Edifices d'ampleur, bâtiments supérieurs à 1 000 m2 et inférieurs à 2 501 m2	60 000,00	750 000,00
4	Edifices d'exception, bâtiments supérieurs à 2 500 m2	150 000,00	900 000,00

Les candidats peuvent soumissionner aux 4 lots. Un maximum de 4 lots peut être attribué à un candidat.

2.3 Durée

La durée du marché se définit comme suit : le marché public est conclu pour une durée de 4 ans.

Cette durée est une durée ferme et ne pourra faire l'objet de reconductions.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

2.4 Délais d'exécution commun à tous les lots

Délai maximum de rendu des livrables pour le lot 1 : **4 mois**

Délai maximum de rendu des livrables pour les lots 2, 3, 4 : **6 mois**

Ces délais pourront être ajustés pour chaque bon de commande ou pourront faire l'objet de remises de prestations intermédiaires pour chaque élément de mission, hors missions d'état sanitaire.

Pour les lots 2,3 et 4 :

Dans les 48h suivant la réception du bon de commande correspondant, le titulaire proposera un planning au maître d'ouvrage détaillant le délai de réalisation pour chaque élément de mission commandé. Ce planning qui devra être signé des 2 parties (titulaire et maître d'ouvrage)

contractualisera les délais de chaque élément de mission pour le calcul des pénalités de retard le cas échéant.

2.5 Options

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La présente consultation n'impose pas de prestations supplémentaires éventuelles.

2.6 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le marché ne prévoit pas la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

2.7 Groupements d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats individuellement ou sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Ils ne peuvent modifier la composition de leur groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. L'entreprise mandataire d'un groupement ne pourra représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

Forme juridique que devra revêtir le groupement attributaire :

Aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, n'est exigée après attribution du marché.

2.8 Conditions relatives au marché

2.8.1 Cautionnement et garanties exigées

Sans objet

2.8.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Le marché est financé par ressources budgétaires propres et au cas par cas par subvention et mécénat

Les règlements seront effectués par virement bancaire dans un délai de 30 jours.

La référence du ou des comptes bancaires où les paiements devront être effectués, doit être précisée dans l'acte d'engagement.

Le marché est à prix unitaire.

Le marché est conclu à prix révisables.

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le BPU.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou sociales frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution

des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Et, notamment les réunions de suivi, les livrables, les reprographies et les frais éventuels de déplacement, de restauration et d'hébergement de(s) intervenant(s). La réunion de lancement du marché est comprise dans le prix des prestations.

Article 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : marchespublics.mairie-marseille.fr

Il ne sera transmis aucun DCE sur support physique. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **7 (sept)** jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'administration, du dossier modifié aux personnes ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. En cas de report, par l'administration, de la date limite de remise des plis, c'est en fonction de la nouvelle date fixée que sera calculé le délai susmentionné.

Le DCE comporte les documents suivants :

- le Règlement de la Consultation (RC)
- l'annexe n°1 au RC relative au Guide de la dématérialisation des marchés publics
- l'annexe n° 2 au RC – Liste non exhaustive de monuments ou bâtiments pouvant être concernés par des diagnostics patrimoniaux pour les lots 1,2,3 et 4
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 4 lots
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux 4 lots et ses 2 annexes :
 - annexe 1 contenu diagnostic monument historique
 - annexe 2 contenu état sanitaire
- l'Acte d'Engagement (AE) - cadre de réponse **pour les lots 1,2,3 et 4**
- l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement : le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) – cadre de réponse, propre à chaque lot
- Le détail quantitatif estimatif – cadre de réponse propre à chaque lot
- le formulaire de lettre de candidature DC1 (établi par le MINEFE, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- le formulaire de déclaration de candidature DC2 (établi par le MINEFE, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)

Le dossier de consultation est intégralement mis en ligne et accessible sur le profil d'acheteur.

Article 4 - ELEMENTS EXIGES DU CANDIDAT

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par le candidat sont établis en langue française et exprimées en EURO. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

4.1 Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures

Pour présenter leur candidature, le(s) candidat(s) peuvent utiliser soit :

- les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ;
- le DUME (Document Unique de Marché Européen).

Les informations concernant ces supports sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC relative au Guide de la dématérialisation des marchés publics.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces décrites ci-après.

Capacité	Documents
Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise	Lettre de candidature (pouvant prendre la forme du DC1) dûment remplie et comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à 11 du Code de la commande publique.
	Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique. Le candidat peut être dispensé de fournir ce document s'il fournit le formulaire DC2 et coche la case adéquate du paragraphe C3, alinéa 2, du formulaire. Le cas échéant, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet justifiant que le candidat a bien été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles. Les entreprises nouvellement créées ne pouvant produire les chiffres d'affaires des trois derniers exercices devront fournir : <ul style="list-style-type: none">• une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises (pour vérifier la date de création de l'entreprise),• le montant de leur capital social (pour justifier de leurs capacités économiques et financières).
	Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Capacité	Documents
Renseignements concernant la capacité professionnelle et technique de l'entreprise	<p>- Présentation d'une <u>liste des 3 principales missions effectuées ou des principaux services fournis</u> au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire, ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique</p> <p>Pour les candidats dans l'impossibilité, à raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de fournir l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise ou toute pièces de nature à donner les explications circonstanciées et attestées.</p> <p>- Déclaration indiquant les <u>effectifs</u> moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</p> <p>- Indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché</p> <p>Compétences obligatoires :</p> <p>- Architecte du Patrimoine, avec au moins un membre de l'équipe détenant le statut ou les diplômes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Statut d'Architecte en Chef des Monuments Historiques ou équivalent ✓ ou diplôme DSA (Diplôme de spécialisation et d'approfondissement) de l'Ecole de Chaillot mention architecture et patrimoine ou équivalent. <p>Les expériences de maîtrise d'œuvre requises sont supérieures à 5 ans pour tout monument inscrit et 10 ans pour tout monument classé.</p> <p>Compétences complémentaires souhaitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ingénierie structurelle des bâtiments anciens - Stratigraphie des couches picturales - Diagnostics amiante et plomb - Diagnostics d'état parasite - Relevé architectural 2D/3D - histoire de l'art

Précisions complémentaires :

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces et documents mentionnés ci-dessus (DC2 et annexes ou DUME).

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit les mentionner dans son formulaire DC2 (rubrique H) et produire, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités, ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant que le titulaire dispose de leurs capacités pour l'exécution des prestations. En cas de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), la signature électronique est facultative à ce stade.

4.2 Eléments exigés au titre de l'offre

4.2.1 Présentation des offres

L'offre du candidat comporte les pièces ou documents suivants :

- l'Acte d'Engagement, dûment complété pour le lot ou les lots pour lesquels ou lesquels le candidat soumissionne

Rappel : La signature de l'AE n'est que facultative au moment du dépôt de l'offre, mais sera exigée pour l'attributaire.

Par ailleurs, il est recommandé aux candidats de transmettre l'acte d'engagement au format pdf, afin d'assurer la bonne transmission et mise en page du document concerné.

- Le Bordereau de prix unitaires (BPU) dûment complété pour le lot ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat soumissionne

- Le Détail Quantitatif estimatif (DQE) dûment complété pour le lot ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat soumissionne

- le mémoire technique du candidat concernant le ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat soumissionne (cf article 6.2 du présent règlement de la consultation)

4.2.2 Présentation de variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à proposer des variantes de leur propre initiative.

4.3 Visites sur site

3 visites de site sont prévues pour les lots 2, 3 et 4 :

- Lot 2 – Musée Grobet-Labadie, Pavillon de partage des eaux, maternelle de la Cité Radieuse :

mardi 14 janvier 2025 à partir de 14 h 00

- Lot 3 – Eglise des Grands Carmes, château Pastré, école élémentaire Edouard Vaillant

lundi 13 janvier 2025 à partir de 14h

- Lot 4 – Palais des Arts (conservatoire de Région), Opéra, école Saint André Condorcet

jeudi 16 janvier 202 à partir de 14h

personnes à contacter pour les visites :

Christine ALEMAN : caleman@marseille.fr

Article 5 - REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS

5.1 Remise électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique sur son profil acheteur marchespublics.mairie-marseille.fr. La transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Le soumissionnaire transmet son pli en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis. Ainsi, toute modification ou tout complément du soumissionnaire en cours de consultation doit donner lieu à la transmission de l'intégralité des éléments exigés au Règlement de consultation.

Les modalités relatives à la réponse par voie électronique sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC intitulée Guide de la dématérialisation des marchés publics.

5.2 Copie de sauvegarde

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie de sauvegarde devra comporter l'intégralité des éléments exigés au Règlement de consultation.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat, l'objet et le numéro de la consultation concernée.

Les dossiers des candidats sont transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité.

ENVOI POSTAL :

En cas d'envoi postal, les plis doivent être adressés à l'adresse suivante :

Ville de Marseille

Direction de l'Achat et de la Commande Publique

Pôle Conduite de la Commande publique

39 Bis, Rue Sainte

13233 MARSEILLE Cedex 20

REMISE CONTRE RECEPISSE :

Les plis peuvent être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Direction de l'Achat et de la Commande Publique

Pôle Conduite de la Commande publique

Passage Timon David, rue Sainte (1er arrondissement)

13001 Marseille

Horaires de réception des plis : du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00, hors jours fériés et chômés.

5.3 Echantillons, maquettes, prototypes ou modèles réduits

Sans objet

5.4 Date et heure limites de remise des plis

Les date et heure limites de réception des plis sont celles indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence, qui valent également pour la transmission des « copies de sauvegarde » des candidats, **le dépôt des échantillons, maquettes ou prototypes exigés (A ADAPTER)**.

5.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **6 mois** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 6 - EXAMEN DES PLIS

La présentation telle qu'exposée ci-après ne préjuge en rien de l'ordre dans lequel l'acheteur procédera à l'examen des plis. Ainsi, celui-ci peut, en cas de procédure ouverte, décider d'examiner les offres avant les candidatures.

6.1 Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen de la ou des candidature(s), s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander au(x) candidat(s) concerné(s) de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des renseignements et documents demandés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En ce qui concerne les capacités professionnelles et techniques, l'acheteur exige les niveaux minimaux suivants :

Compétences obligatoires :

- Architecte du Patrimoine, avec au moins un membre de l'équipe détenant le statut ou les diplômes suivants :

- ✓ **Statut d'Architecte en Chef des Monuments Historiques ou équivalent**
- ✓ - ou architecte HMONP titulaire d'un diplôme DSA (Diplôme de spécialisation et d'approfondissement) de l'Ecole de Chaillot mention architecture et patrimoine ou équivalent.
- ✓ **Un membre au moins de l'équipe, architecte du patrimoine, devra présenter une expérience de plus de 5 ans pour les interventions sur les monuments inscrits et 10 ans sur les monuments classés.**

Compétences complémentaires souhaitées :

- Ingénierie structurelle des bâtiments anciens
- Stratigraphie des couches picturales
- Diagnostics amiante et plomb
- Diagnostics d'état parasitaire
- Relevé architectural 2D/3D
- Histoire de l'art

Exclusions à l'appréciation de l'acheteur

Le Code de la Commande Publique prévoit différents cas d'exclusion laissés à l'appréciation de la Collectivité, et notamment :

- En application de **l'article L2141-8 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur peut exclure de la présente procédure, les opérateurs économiques dont la candidature crée une distorsion de la concurrence et ne permet pas de faire respecter le principe d'égalité de traitement des candidats, notamment à cause de leur participation à la préparation de la présente procédure ou par la détention d'informations susceptibles de leur donner un avantage concurrentiel.

- De même, en application de **l'article L2141-10 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur peut exclure de la présente procédure, les opérateurs économiques qui créent une situation de conflit d'intérêts, telle que définie dans ce même article.

Toutefois, et conformément à l'article L2141-11 du code de la commande publique, si une exclusion est envisagée, l'opérateur économique pourra présenter des observations tendant à informer des mesures prises pour corriger les éventuels manquements ou justifier que sa participation ne porte pas atteinte à l'égalité de traitement.

6.2 Jugement des offres

Conformément à l'article R 2152-2 du CCP, en cas de régularisation d'offres irrégulières, elle ne pourra avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à 12 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le jugement des offres sera effectué sur les critères pondérés suivants :

- 1°) Prix de l'offre **60 %**
- 2°) Valeur technique de l'offre **35 %**
- 3°) Valeur développement durable **5%**

Modalités de mise en oeuvre de ces critères :

1°) Prix de l'offre

La note maximum est de 60 points. Après élimination des offres anormalement basses, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$N(i) = 60 \times P(m)/P(i)$$

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i)

P(i) est le prix de l'offre du candidat

P(m) est le prix de l'offre la moins-disante.

Analyse du prix de l'offre :

Les offres doivent obligatoirement être libellées en euros.

Prix unitaires :

La comparaison des Prix sera effectuée à l'aide du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) complété par le candidat.

Ce dernier complètera le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ainsi que le DQE fournis en indiquant les prix unitaires et totaux.

Chaque candidat veillera à la concordance entre le BPU et le DQE. En cas de discordance entre ces deux documents, c'est le prix unitaire figurant sur le BPU qui prévaudra et le DQE sera corrigé en conséquence.

2°) Valeur technique de l'offre

Le total des points relatif à la valeur technique constituera la valeur technique (VT) du candidat, le maximum pouvant être de 35 points

La valeur technique sera analysée au regard du mémoire technique selon les sous-critères suivants :

S/C1 : Adéquation de l'équipe dédiée à la prestation, (compétences et expérience en restauration de bâtis anciens,) analysée au regard des CV des intervenants ou documents équivalents et modalités d'organisation de l'équipe avec la maîtrise d'ouvrage le candidat précisera le référent dédié à la prestation **(12 points maximum)**

S/C 2 : Pertinence de la méthodologie proposée par le candidat pour la réalisation des prestations définies dans le CCTP examinée sur la base d'une note méthodologique précisant les moyens et organisation mis en place pour exécuter la prestation dans les délais impartis et les attentes du maître d'ouvrage **(23 points maximum) :**

Le total des points attribués à chaque sous-critère, constituera la valeur technique initiale VT (i) du candidat.

Après élimination éventuelle des offres irrégulières ou inappropriées, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$VT = 30 * (VT(i)/VT(m))$$

Dans laquelle :

VT est la note finale attribuée à la valeur technique du candidat (i) ;

VT (i) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat (i) ;

VT (m) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat ayant la meilleure offre.

3°) DD - Valeur Développement durable :

La note maximum est de 5 points

- démarche engagée, pour la bonne exécution du marché, en vue de respecter les principes du développement durable dans le domaine environnemental (modes de déplacement et de communication, ...) et dans le domaine social de la formation et de l'insertion (mise en place de formations, intégration de personnes éloignées de l'emploi, ...), analysée au regard du mémoire technique. le candidat doit veiller à présenter des actions valorisables au titre des prestations du présent marché, plutôt qu'une démarche globale d'entreprise.

* Evaluation finale :

Les offres sont classées suivant la valeur de la note N correspondant à la note définitive. L'entreprise classée première est celle ayant la note la plus élevée.

La pondération s'effectuera sur la base de **60 points maximum** pour le prix (Ni), **35 points maximum** pour la valeur technique (VT) et 5 **points maximum** pour Valeur développement durable (DD) de l'offre en fonction de la formule suivante :

$$N(\text{note définitive}) = N(i) + VT + DD$$

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation.

Article 7 - PIECES A REMETTRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) RETENU(S)

Il sera demandé au candidat retenu de fournir les certificats et attestations des articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique. Il lui sera également demandé de fournir, si l'offre remise n'a pas été signée, l'acte d'engagement, dans sa dernière version, revêtu d'une signature électronique.

Tous les documents signés devront l'être par une personne habilitée à engager le candidat, accompagné des documents relatifs aux pouvoirs, avec indication du nom et de la qualité du signataire. Cette personne devra être titulaire d'un certificat électronique conforme au niveau de sécurité ** du R.G.S. (en cours de validité) ou d'un certificat qualifié, conforme au règlement e-IDAS du 23 juillet 2014.

Dans le cas où la Ville de Marseille serait dans l'impossibilité de signer électroniquement l'acte d'engagement, le soumissionnaire s'engage à accepter la rematérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique dûment habilitée procède à la signature manuscrite des documents qui lui sont demandés (AE, autres pièces éventuelles), sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie à la personne publique sous cette forme.

Si le candidat retenu est un groupement, la demande du pouvoir adjudicateur sera adressée au mandataire qui devra présenter les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement dans le délai indiqué au présent article.

Le candidat devra fournir ces éléments, à compter de la réception de la demande, dans un délai de : 10 jours. A défaut, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres, conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", les candidats sont invités à y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique. L'interface e-attestations est une solution gratuite de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

Article 8 - MODALITES RELATIVES AUX COMMUNICATIONS ET AUX ECHANGES D'INFORMATION

8.1 Règles liées aux échanges électroniques

Les modalités relatives aux communications et échanges d'informations par voie électronique, ainsi que celles relatives à la candidature et à la signature électronique, sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC intitulée Guide de la dématérialisation des marchés publics.

Afin de garantir la lecture et l'exploitation des échanges dans le cadre de cette consultation, seuls les formats de fichiers suivants sont acceptés :

.odt ; .ods ; .odg ; .doc ; .docx ; .rtf ; .pdf ; .ods ; .xls ; .xlsx ; .rar ; .zip ; .gif ; .jpeg ; .png ; .tif ; .ppt ; .odp ; .dwg ; .dxf.

8.2 Demandes de renseignements en cours de consultation

Les soumissionnaires peuvent déposer des demandes de renseignements complémentaires sous forme de questions, par exemple, et obtenir des réponses à ces questions ou tout autre renseignement via le profil d'acheteur dont l'adresse internet est marchespublics.mairie-marseille.fr

Ces demandes peuvent être adressées au représentant du pouvoir adjudicateur, par écrit, au plus tard **10 (dix)** jours calendaires avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée au plus tard **7 (sept)** jours calendaires avant la date limite de remise des plis, à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.

Article 9 - PROCÉDURES DE RECOURS

9.1 Instances chargées des procédures de recours

Tribunal Administratif de Marseille

31 Rue Jean François Leca

13002 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

9.2 Services auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Greffe du Tribunal Administratif de Marseille

31 Rue Jean François Leca

13002 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

greffe.ta-marseille@juradm.fr